

Un projet de pays contre la polarisation identitaire ?

Pierre Mouterde

Numéro 794, janvier–février 2018

Agir en commun à l'heure des fractures identitaires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87171ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mouterde, P. (2018). Un projet de pays contre la polarisation identitaire ?
Relations, (794), 17–20.

UN PROJET DE PAYS CONTRE LA POLARISATION IDENTITAIRE ?

*Face à l'insécurité et au repli identitaires causés par la mondialisation néolibérale, le projet d'indépendance du Québec pourrait être une voie de sortie...
à condition de prendre à bras le corps la question sociale.*

Pierre Mouterde

L'auteur, sociologue, philosophe et essayiste, vient de faire paraître *Les stratégies romantiques. Remédier aux désordres du monde contemporain* (Écosociété, 2017)

Aujourd'hui au Québec, les interrogations autour de la question identitaire ou de l'immigration ne secouent pas seulement les partis de droite ou des forces politiques nationalistes comme le Parti québécois (PQ). Elles touchent aussi la gauche québécoise dans son ensemble. Il suffit de penser aux débats et questionnements passionnés qui ont eu cours à Québec solidaire (QS) ces dernières années sur la laïcité « ouverte » ou « sans compromis », mais aussi aux possibles alliances à nouer avec un PQ jugé ou non trop xénophobe selon le camp où l'on se trouve ainsi que sur la meilleure manière, quand on est progressiste, de faire échec à la montée du racisme.

La gauche québécoise – comme celle d'ailleurs en Occident – est donc elle aussi aux prises avec la question identitaire, mais sans qu'elle paraisse avoir a priori des solutions adéquates à proposer. Elle est en effet partagée entre des réactions premières faites de condamnations et de dénonciations virulentes et le souci de relativiser la portée de la question identitaire eu égard à la question nationale, ou encore d'entreprendre une réflexion plus approfondie quant aux parades efficaces à lui opposer. Car voilà ce qui est inquiétant : pendant ce temps – malgré toutes les condamnations morales qui surgissent ici et là – les actes racistes, réactions xénophobes récurrentes et projets politiques teintés de populisme de droite semblent se répandre comme la peste sans qu'on ne parvienne – ne serait-ce que minimalement – à en juguler la prolifération. Qu'on pense par exemple à l'attentat à la grande mosquée de Québec, en janvier 2017, ou, plus récemment, à l'apparition sur la scène médiatique du Québec des groupes La Meute ou Atalante, et à la difficulté d'en délégitimer efficacement les interventions auprès de la population, notamment à propos de l'arrivée au Canada de demandeurs d'asile haïtiens qualifiés d'« illégaux ».

Des symptômes présents depuis longtemps

Il est vrai que le problème ne date pas d'hier et qu'on en retrouve des symptômes depuis longtemps. Rappelons-nous par exemple le fameux code de conduite d'Hérouxville aux relents islamophobes, en 2007, ou encore la commission Bouchard-Taylor, dont aucune des propositions clés n'a été acceptée¹. Et que dire de la « Charte des valeurs » prônée par le

PQ, instrumentalisant sans vergogne des sentiments islamophobes² ou, plus récemment, des positions hautement médiatisées du chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, à propos de la burqa ou du burqini³. Pas de doute, depuis une dizaine d'années, il y a sur ces questions une sensibilité collective à fleur de peau, de plus en plus préoccupante de par les remugles de xénophobie inquiète qui en émanent et qui ne sont d'ailleurs pas propres au Québec. On les retrouve un peu partout dans les pays dits « industrialisés avancés », en particulier en Europe et aux États-Unis, où des politiciens comme Marine Le Pen et Donald Trump font des ravages en surfant sans états d'âme sur la peur des étrangers et la nécessité de s'en protéger à tout prix, cruellement même, pourrait-on dire.

Aujourd'hui, bien des peuples de la terre ont besoin, pour faire face aux dangers nés de la mondialisation néolibérale, de « faire quelque chose ensemble ».

C'est d'ailleurs l'ampleur du phénomène qui devrait nous mettre la puce à l'oreille : des sensibilités socialement aussi communes, des affects aussi collectivement partagés ne peuvent être balayés du revers de la main ou minimisés, en les réduisant à des réactions superficielles dont on pourrait facilement – à condition de le vouloir fermement – venir à bout, et qui seraient surtout le fruit – avance-t-on spontanément à gauche – de l'ignorance et de la méconnaissance de l'autre ou encore du machiavélisme de démagogues animateurs de radio.

Des transformations de fond

En fait, ces phénomènes d'intolérance grandissante ou d'hypersensibilité agressive à la différence ethnoculturelle sont la conséquence de transformations économiques, sociales, politiques et culturelles de fond dont on n'a pas suffisamment mesuré la portée. Elles sont d'autant plus lourdes de conséquences qu'elles se renforcent mutuellement, en générant massivement, en particulier dans les pays du Nord, désorientation, perte de sens, crise identitaire et insécurité collective chronique.

Après tout, si l'on combine le déploiement sans frein d'un mode de régulation néolibéral, avide de profits sonnants et trébuchants, à la crise aiguë des alternatives politiques ainsi qu'à de nouvelles logiques culturelles nous conviant à magnifier un présent sans cesse ressassé, on aura là un cocktail de facteurs



Paule Thibault, *Rose*,
2017, acrylique, encre
de Chine, crayon de
bois, 51 x 61 cm

économiques mais aussi socioculturels passablement déstabilisant et susceptible d'alimenter bien des angoisses collectives, avec en prime le surgissement de quelques-uns de ces monstres politiques auxquels les affects collectifs de peur débridée peuvent si facilement redonner vie.

Car d'un côté, marchandisation du monde oblige, nous voyons tous nos points de repère sociaux et culturels se dissoudre ou se fragmenter un à un et, de l'autre, nous avons l'impression d'entrer dans un univers incertain sur lequel nous n'avons aucune prise et qui semble nous proposer, de façon chaque fois plus autoritaire, d'avoir pour seul idéal commun d'appartenir à un « grand troupeau de consommateurs ». Dépossédés de sens à donner à notre vie comme de liens sociaux librement choisis à travers lesquels nous pourrions nous affirmer, nous voilà donc des sortes d'orphelins réduits à la déshérence et à l'impuissance !

Des identités meurtries devenues meurtrières

Quoi d'étonnant, alors, dans un tel contexte, que plusieurs d'entre nous puissent céder à des tentations identitaires totalement improductives et croient voir dans l'autre – l'étranger, l'exilé, le réfugié –, un ennemi dangereux menaçant des identités déjà passablement meurtries qu'on voudrait défendre farouchement, par tous les moyens possibles, fussent-ils meur-

triers ? Se gorgeant au passage – par le biais d'un ennemi tout désigné transformé en bouc émissaire – de ce sentiment de puissance que procure l'appartenance à un groupe qui s'est forgé devant cette suggestive image d'adversité.

La xénophobie ou les tentations racistes d'aujourd'hui renvoient donc à des mécanismes sociétaux complexes sur lesquels les dénonciations morales ou les jugements vertueux à l'emporte-pièce n'ont guère de prise ou qui sont bien inefficaces s'ils ne sont pas accompagnés d'une approche politique qui tienne compte des soubassements de nos sociétés, avec toutes les tensions et contradictions qui les traversent et s'y sont déposées au fil de l'histoire.

Or, le Québec, de par sa situation historique de nation minoritaire en mal de souveraineté et de reconnaissance, est plus que tout autre pays susceptible de souffrir de ne pas pouvoir s'affirmer pour ce qu'il est, de ne pas pouvoir exister sans ambiguïté comme peuple et comme nation à part entière aux yeux des autres nations de la terre. C'est même ce qui définit en grande partie son destin, constitue le fondement de son existence comme peuple. N'ayant pas réussi à gagner son indépendance au XIX^e siècle face à la puissance coloniale britannique, le peuple du Québec n'en a pas moins jamais cessé, sous une forme ou une autre, de résister à l'assimilation, de maintenir à bout de bras – par-delà les siècles – les spécifi-

cités de sa propre histoire, de sa langue et de sa culture. Mais sans jamais y arriver complètement; sans jamais parvenir à être, au sens profond du terme, «indépendant»; aux prises avec une identité précaire, une identité sans cesse à reconstruire, à réaffirmer et, dès lors, si facilement hantée, lors de périodes incertaines et difficiles, par les tentations de l'ambivalence et de la frilosité, ou encore de la victimisation et du ressentiment, voire des identités meurtrières.

Et aujourd'hui, nous traversons une période incertaine et difficile.

Que faire: la voie de l'indépendance?

On voit mieux, dès lors, ce qu'il serait possible de faire pour contrer – par-delà les seuls jugements moraux stériles – ces tentations identitaires contemporaines si préoccupantes et réactives. Contre tous ces malaises sociétaux d'aujourd'hui, ces frustrations et ces ressentiments collectifs ravivés par les logiques contemporaines de fragmentation-massification, il s'agirait de proposer une sorte d'antidote positif, inspirant et délibérément tourné vers l'avenir: un projet politique de vivre-ensemble soucieux du bien commun qui permette l'affirmation citoyenne de toute une collectivité à renouveler. Comme le dit l'historien français Patrick Boucheron dans son livre *Conjurer la peur* (Seuil, 2013): «Il existe une angoisse sourde qu'on doit "aérer", en faisant quelque chose ensemble.» Et aujourd'hui, bien des peuples de la terre ont besoin,

pour faire face aux dangers nés de la mondialisation néolibérale, de «faire quelque chose ensemble», en particulier de réaffirmer collectivement leur souveraineté sur leurs propres conditions d'existence et de réaliser en quelque sorte «une seconde indépendance».

Or, au Québec, nous avons peut-être plus facilement qu'ailleurs la possibilité de redonner sens et force à ces volontés ou aspirations si vitales d'affirmation nationale et communautaire, justement parce que nous pouvons les enraciner dans notre histoire, les arrimer concrètement aux luttes des générations passées qui n'ont jamais cessé d'être en quête d'affirmation, de souveraineté ou d'indépendance. À condition, cependant, de le faire en se campant d'abord et avant tout sur le terrain politique de la citoyenneté, pensée de la manière la plus large et inclusive possible, en l'armant de la défense d'une langue, d'une culture publique commune et d'un territoire partagé et en lestant le projet d'indépendance – comme l'avaient pensé les Patriotes de 1837 – de valeurs politiques de gauche (celles de justice sociale, de démocratie, de pluralisme, de tolérance et d'inclusion) permettant ainsi leur réalisation effective.

Il s'agit donc d'un projet politique de vivre-ensemble qui se fixe l'objectif d'une indépendance progressiste ancrée dans la défense collective du bien commun et qui embrasse d'un même mouvement question nationale et question sociale. Cela aurait l'insigne avantage de résoudre bien des difficultés

FÉDÉRER LES FEMMES DANS LA DIVERSITÉ

Élisabeth Garant

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et membre individuelle de la Fédération des femmes du Québec

Dans le document final des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, qui se sont déroulés au Québec de 2011 à 2013 à l'initiative de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), l'aspiration du mouvement des femmes concernant la diversité s'exprimait en ces termes: «Notre projet féministe de société s'appuie sur la ferme conviction que toutes ont leur place dans la société. Qu'il est essentiel de ne laisser personne derrière dans la grande marche vers l'égalité. [...] Le mouvement féministe ne s'est jamais écrit au singulier: il est pluriel. C'est l'une de nos grandes forces. Nous sommes appelées à apprendre les unes des autres et à développer la solidarité dans le respect de nos différences¹.»

Depuis le Forum pour un Québec féminin pluriel (1992), le mouvement des femmes a su démontrer sa capacité de reconnaître les limites de son homogénéité et créer des espaces de délibération et de rencontre de l'autre et de la différence. Par ses actions – notamment la démarche de la Marche mondiale des femmes, amorcée en 2000, qui a permis de mieux appréhender les formes et les expressions multiples du féminisme

selon les contextes, les cultures et les cheminements –, il a contribué comme peu d'autres acteurs sociaux à la proposition d'un vivre-ensemble fondé sur l'importance que chaque personne vivant sur ce territoire soit traitée comme citoyenne ou citoyen à part entière.


La démarche de la FFQ en solidarité avec les femmes autochtones représentées par Femmes autochtones du Québec (FAQ) témoigne bien de cette prise de conscience du pluralisme au sein de la société et du féminisme. La formule retenue a été de renoncer à intégrer les femmes autochtones au sein de la FFQ, de s'engager dans un processus de prise de conscience du rapport colonial dont nous sommes parties prenantes et qui marginalise les Autochtones encore aujourd'hui et de reconnaître les revendications d'autodétermination des Premières Nations. C'est seulement sur cette base propice à une véritable égalité qu'une déclaration solennelle de solidarité a pu être signée, le 1^{er} octobre 2004, entre les deux organisations de femmes.

Par ailleurs, dans les débats sur les accommodements raisonnables et le modèle de laïcité (de 2006 à aujourd'hui), l'enjeu de l'égalité des femmes a été utilisé et récupéré pour justifier toutes les positions, même les plus inconséquentes. En prenant en considération le racisme envers les personnes arabo-musulmanes sous-jacent aux débats et en identifiant l'intersection des discriminations dont sont victimes les femmes musulmanes, la FFQ en est venue à s'opposer à l'interdiction des symboles religieux dans la fonction et les services publics tout comme à la Loi sur la neutralité religieuse de l'État

dans lesquelles se débat la gauche aujourd'hui, notamment en faisant de la lutte pour l'indépendance une lutte qui, en cette période difficile et incertaine, permettrait au Québec de contrer efficacement la montée de l'intolérance, du racisme et de la peur. Non pas en brandissant une figure du peuple construite sur les seules bases ethniques, sombrant ainsi dans le piège des identités meurtrières et de la stigmatisation de boucs émissaires, mais en favorisant plutôt – comme le propose entre autres la démarche constituante de Québec solidaire – la co-construction participative du pays du Québec avec ceux et celles qui pouvaient jusqu'ici s'en sentir exclus, notamment les peuples autochtones et les minorités ethnoculturelles. Ce projet de pays indépendant, bâti avec ces nouveaux alliés, pourrait redonner force à un sentiment d'appartenance collectif et jeter les bases d'une communauté politique faisant désormais bloc face aux tutelles grandissantes et délétères de la mondialisation néolibérale.

Autre exemple possible : celui de la laïcité. Celle-ci pourrait être définie, avec toutes les nuances qui manquent tant aujourd'hui, sur le mode de l'ouverture, en tenant compte de la diversité dont est fait le Québec actuel, mais en ne craignant pas, en même temps, d'affirmer ses propres principes républicains (notamment celui de la séparation de l'État et des institutions religieuses) et de les défendre par l'intermédiaire d'un État qui n'a plus peur de s'imposer, tout à la fois comme expression collective du bien commun et comme solide rem-

part contre les prédatons économiques, écologiques et culturelles induites par les intérêts bien comptés d'une poignée de grands financiers et d'oligarques néolibéraux.

On comprend, dans ce contexte, combien la question de la lutte pour l'indépendance du Québec devient, pour la gauche en général et pour Québec solidaire en particulier, une question d'ordre stratégique prioritaire. Pas seulement comme élément d'un programme qui en compte bien d'autres (le féminisme, l'écologie, la justice sociale, l'altermondialisme, etc.), mais comme seul projet capable d'articuler ensemble différentes luttes au sein d'un horizon de refondation par la base de l'État québécois, permettant ainsi, en cette période difficile, de tenir en lisière efficacement les monstres de la xénophobie grandissante ou du populisme de droite. Saura-t-on, à gauche, en prendre acte et en saisir toute l'importance vitale ? 

1. N'ont été appliqués ni le déplacement du crucifix du Salon bleu de l'Assemblée nationale, ni l'interdiction des signes religieux pour les personnes en fonction d'autorité au sein de la fonction publique.

2. À titre d'exemple, la charte projetée visait à bannir des institutions et des services publics les personnes portant des signes religieux apparents mais essentiellement associés à la pratique de l'islam, tout en autorisant la présence du crucifix à l'Assemblée nationale ou dans les conseils municipaux.

3. « En Afrique, les AK-47 sous les burqas, c'est avéré », disait le chef péquiste. Voir Robert Dutrisac, « Lisée propose une "discussion" sur l'interdiction de la burqa », *Le Devoir*, 17 septembre 2016.

(projet de loi 62). Ces positions ont été adoptées après plusieurs rencontres de formation, en prenant le temps d'écouter les femmes concernées et en prenant de façon démocratique ces décisions en assemblées générales, ce qui n'a pas empêché des défections de protestation de certaines membres de la Fédération.

Ainsi, après toutes ces années de réflexion et d'action, la FFQ a été amenée à revoir en profondeur son analyse féministe en portant une attention au vécu et à la parole des femmes qui sont à l'intersection de plusieurs processus d'exclusion. Elle tente désormais d'y inclure la lutte aux stéréotypes, l'antiracisme et l'anticolonialisme tout comme la refonte radicale du système économique et politique. C'est à partir de cette approche plus complexe des réalités que nous croyons être en mesure d'envisager un changement profond des rapports sociaux sans laisser de côté qui que ce soit en raison de son origine, de son orientation sexuelle, de sa religion, de sa classe sociale ou d'un handicap.

Cette quête d'une identité féministe faite d'ouverture a aussi donné lieu à des interpellations, des résistances, des frustrations et des oppositions qui traversent aujourd'hui à la fois la société québécoise et le mouvement des femmes, avec son lot de divisions, de souffrances et de remises en question.

En effet, pour plusieurs femmes de la majorité, il est difficile de faire l'autocritique des rapports de domination que perpétuent nos pratiques. Nous acceptons difficilement de reconnaître que notre façon de voir le monde est limitée par notre relative homogénéité et que notre capacité d'agir en est

conséquemment réduite. Par contre, bon nombre de plus jeunes femmes qui ont fait le pari de réinvestir le mouvement et ses institutions ont une longueur d'avance dans la mise en œuvre d'un féminisme plus inclusif; il faut leur permettre de nous guider dans ce défi.

Chez les femmes des minorités, l'impatience est croissante. L'impression de s'être investies sincèrement sans parvenir à un changement significatif des pratiques les mène à se retirer des initiatives communes, au risque de reproduire à l'inverse une logique d'exclusion qui n'est pas sans conséquences sur la vie démocratique du mouvement féministe.

Les voies de conciliation ou les nouvelles initiatives à faire émerger demandent toutefois un investissement de temps et d'énergie malheureusement plombé par le contexte global des dernières années. D'une part, la conjoncture de la dernière décennie, marquée par les idéologies politiques conservatrices et le désinvestissement public dans la défense de droits, a drainé le meilleur des énergies des militantes. D'autre part, le contexte social de polarisation, réducteur des enjeux et néfaste pour la vie démocratique, n'épargne pas le mouvement des femmes. Il faut en tenir compte pour comprendre et relever les défis de l'heure, au lieu d'agiter à tort l'épouvantail de la diversité pour expliquer la fragilité actuelle de la FFQ.

1. Voir le site <etatsgenerauxdufeminisme.ca>.